

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
=====

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

=====

SECRETARIAT GENERAL

=====

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE

=====

SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT

=====

SERVICE DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
=====

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

=====

SECRETARIAT GENERAL

=====

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT

=====

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING

=====

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

044 / N° 113-226 / AAONO/MINSANTE/CIPM/CCCM-SPI/2025 DU 09 JULI 2025
EN PROCEDURE D'URGENCE

**POUR LA PASSATION DES ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDES POUR LA
MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS D'IMAGERIE MEDICALE DES CENTRES HOSPITALIERS
REGIONAUX, HOPITAUX CENTRAUX ET HOPITAUX REGIONAUX.**

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES:

Dans le cadre de la pérennisation des plateaux techniques des formations sanitaires, le Ministre de la Santé Publique lance en urgence un Appel d'Offre Restreint pour la conclusion d'un Accord-cadre à bons de commandes relatif à la maintenance des équipements d'imagerie médicale des Centres Hospitaliers Régionaux, Hôpitaux Centraux et Hôpitaux Régionaux.

2. NATURE DE L'ACCORD-CADRE:

L'Accord-cadre à bon de commande envisagé sera passé pour chaque lot avec une seule entreprise.

3. DURÉE D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

La durée d'exécution de l'Accord cadre est de trois (03) ans. La date prévisionnelle de démarrage est de juillet 2025.

4. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent Appel d'Offres National Ouvert consistent en la maintenance préventive et curative des équipements d'imagerie médicale et équipements connexes dans les Centres Hospitaliers Régionaux de Bafoussam, Bertoua, Ebolowa, Garoua, Maroua et Ngaoundéré, l'Hôpital Jamot de Yaoundé, les Hôpitaux Régionaux et annexes de Maroua, Mokolo, Garoua, Ngaoundéré, Bertoua, Bafoussam, Bamenda, Buea et Edéa.

5. DÉLAI DE MOBILISATION DE L'ENTREPRISE POUR L'EXÉCUTION DE LA COMMANDE

Le délai de mobilisation de l'entreprise prévu par le Maître d'Ouvrage pour entamer l'exécution des prestations, dans le cadre du présent Appel d'offres à la suite d'une commande est de un (01) mois calendaires pour chacun des lots. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations de la commande.

6. ALLOTISSEMENT :

Les prestations sont subdivisées en quatre (04) lots tel que définis ci-après:

- **Lot 1 :** Maintenance préventive et curative des équipements d'imagerie médicale et équipements connexes des Centres Hospitaliers Régionaux de Garoua et Maroua, et Hôpitaux Régionaux de Maroua et Mokolo ;
- **Lot 2 :** Maintenance préventive et curative des équipements d'imagerie médicale et équipements connexes des Centres Hospitaliers Régionaux de Bertoua et Ngaoundéré, et les Hôpitaux Régionaux de Bertoua et Ngaoundéré ;

- **Lot 3** : Maintenance préventive et curative des équipements d'imagerie médicale et équipements connexes du Centre Hospitalier Régional de Bafoussam, et Hôpitaux Régionaux de Bafoussam, Bamenda et Buea ;
- **Lot 4** : Maintenance préventive et curative des équipements d'imagerie médicale et équipements connexes de l'Hôpital Jamot de Yaoundé, Hôpital Régional Annexe d'Edéa et Centre Hospitalier Régional d'Ebolowa.

7. COUT PREVISIONNEL :

Le coût prévisionnel maximal de l'opération de maintenance préventive et curative des équipements à l'issue des études préalables pour les trois années est d'un **milliard quatre cent trente-cinq millions mille trois cent soixante-neuf (1 435 001 369) francs CFA TTC** soit **quatre cent soixante-dix-huit millions trois cent trente-trois mille sept cent quatre-vingt-dix (478 333 790)** par an reparti ainsi qu'il suit :

- **Lot 1** : quatre cent trente millions huit cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent quatorze (430 899 314) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit cent quarante-trois millions six cent trente-trois mille cent cinq (143 633 105) Francs CFA TTC annuel ;
- **Lot 2** : Trois cent quatre-vingt-quinze millions cinquante-huit mille trois cent cinquante-deux (395 058 352) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit cent trente-un millions six cent quatre-vingt-six mille cent dix-sept (131 686 117) Francs CFA TTC annuel ;
- **Lot 3** : Trois cent trente millions quatre mille six cent quatre-vingt-quatre (330 004 684) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit cent dix millions mille cinq cent soixante-un (110 001 561) Francs CFA TTC annuel ;
- **Lot 4** : Deux cent soixante-dix-neuf millions trente-neuf mille dix-huit (279 039 018) Francs CFA TTC pour les trois ans, soit quatre-vingt-treize millions treize mille six (93 013 006) Francs CFA TTC annuel.

8. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans la maintenance de ce type d'équipements médicaux et répondant aux critères de qualification indiqués dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

9. FINANCEMENT :

Les prestations objet du présent appel d'offre sont financées par le BUDGET DE FONCTIONNEMENT, EXERCICES 2025 ET SUIVANT. IMPUTATION : 59 40 047 06 340050 361301.

10. MODE DE SOUMISSION :

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **exclusivement en ligne**.

11. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION :

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, daté, acquitté à la main délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres, accompagné du récépissé délivré par la CDEC.

Le montant de la caution s'élève à :

- Lot 1 : quatre millions trois cent mille (4 300 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 2 : trois millions neuf cent cinquante mille (3 950 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 3 : trois millions (3 000 000) Francs CFA TTC ;
- Lot 4 : deux millions sept cent quatre-vingt-dix mille (2 790 000) Francs CFA TTC.

L'absence de la caution de soumission timbrée, acquittée à la main, accompagnée du récépissé délivré par la CDEC, délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

N.B :

- Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.
- La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

12. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Le Dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE sis au Rez de chaussée de l'immeuble de la Santé du Ministère de la Santé Publique situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21) dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

13. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenu au Service des Marchés Publics du MINSANTE sis au Rez de chaussée de l'immeuble de la Santé du Ministère de la Santé Publique situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21), dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de Deux cent mille (200 000) FCFA payable au Trésor Public.

14. REMISE DES OFFRES :

Chaque offre rédigée en anglais ou en français, devra être transmise par les soumissionnaires sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le 12/08/2025 à 13heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-après dans les délais impartis :

**N° 044 " AVIS D'APPEL APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
/AAONO/MINSANTE/CIPM/CCCM-SPI/2025 DU 09/07/2025
EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA PASSATION DES ACCORDS-CADRES A BONS DE
COMMANDES POUR LA MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS D'IMAGERIE MEDICALE DES
CENTRES HOSPITALIERS REGIONAUX, HOPITAUX CENTRAUX ET HOPITAUX REGIONAUX.
A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT "**

Taille et format des fichiers à transmettre :

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

15. OUVERTURE DES PLIS :

L'ouverture des plis se fera en un seul temps.

L'ouverture des pièces Administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 12/08/2025 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés dans la salle de réunion de ladite Commission sise au premier étage de l'Immeuble Ex-PSFN à proximité de la Croix Rouge Nationale.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dument mandatée, même en cas de groupement d'entreprises, ayant une bonne connaissance du dossier.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

16. CRITÈRES D'ÉVALUATION

Les critères d'évaluation sont de deux (02) types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

16.1 CRITÈRES ÉLIMINATOIRES

Il s'agit notamment :

- i) de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission timbrée, acquittée à la main, accompagnée du récépissé délivré par la CDEC, à l'ouverture des plis ;
- ii) de la non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission);
- iii) des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces;
- iv) de la non satisfaction d'au moins 6 critères essentiels sur 8;
- v) Absence ou non-conformité du profil du Conducteur des prestations ;
- vi) de l'absence de la charte d'intégrité dûment rempli et signé sur l'honneur;
- vii) de l'absence de la Déclaration d'engagement social et environnemental dûment rempli et signé sur l'honneur;
- viii) de l'omission d'un prix unitaire quantifié ou d'un prix forfaitaire quantifié dans l'offre financière;
- ix) de l'absence de l'attestation de non abandon de marchés au cours des trois dernières années ;
- x) du non-respect du format de fichiers des offres ;
- xi) de l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- xii) de l'absence d'une autorisation du fabricant à maintenir le scanner et le système IRM.

16.2 CRITÈRES ESSENTIELS

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (Oui/Non) sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- i) Présentation de l'offre (conformité de la composition de l'offre par rapport aux prescriptions du DAO, pièces dans l'ordre et intercalaires couleur) ;
- ii) Référence générale du soumissionnaire dans le domaine de la maintenance des équipements médicaux au cours des cinq dernières années (2020-2024) d'au moins 50% du montant prévisionnel du lot concerné;
- iii) Référence spécifique du soumissionnaire dans le domaine de la maintenance des équipements d'imagerie médicale au cours des cinq dernières années (2020-2024) d'au moins 30% du montant prévisionnel du lot concerné;
- iv) Attestation de capacité financière au moins 50% du montant total prévisionnel du lot sollicité délivrée par une institution financière agréée de premier ordre ;
- v) Preuves d'acceptation des conditions de l'Accord-cadre (CCAP et CCTP paraphés, cachetés et signés) avec la mention lu et approuvé ;
- vi) Le plan de travail et la méthodologie (méthodologie, organisation et planning d'exécution des prestations);
- vii) Les ressources matérielles (outillages spécialisés, véhicules) liste des ressources matérielles ;
- viii) Les ressources humaines (CV et diplôme du personnel clé).

17. ATTRIBUTION:

Le Maître d'Ouvrage attribuera l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

18. NOMBRE MAXIMUM DE LOTS :

Un candidat peut soumissionner pour tous les lots et en être attributaire.

19. DUREE DE VALIDITE DE L'ACCORD-CADRE :

L'Accord-Cadre reste valable jusqu'à la réception des prestations, issus de l'exécution du dernier bon de commande conclu dans la période réglementaire de la durée d'exécution de l'Accord-Cadre. Aucun bon de commande ne peut être conclu après la durée d'exécution de l'Accord-Cadre.

20. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE sis au Rez de chaussée de l'immeuble de la Santé du Ministère de la Santé Publique situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21) ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

21. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS à la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Copies :

- MINSANTE/CAB
- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Président CIPM/MINSANTE
- Service des Marchés/MINSANTE
- Affichage (pour information)

Yaoundé, le 09 IIII 2025



Dr. Mandanda Malachie

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
=====

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

=====

SECRETARIAT GENERAL

=====

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE

=====

SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT

=====

SERVICE DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
=====

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

=====

SECRETARIAT GENERAL

=====

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT

=====

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING

=====

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

NOTICE OF OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

044/ No. 013-226/NONIT/MINSANTE/CIPM/CCCM-SPI/2025 OF 09 JUL 2025
IN EMERGENCY PROCEDURE

FOR THE AWARD OF FRAMEWORK AGREEMENTS WITH PURCHASE ORDERS FOR THE
MAINTENANCE OF MEDICAL IMAGING EQUIPMENT AT REGIONAL HOSPITALS,
CENTRAL HOSPITALS AND REGIONAL HOSPITALS.

1. PURPOSE OF THE INVITATION TO TENDER

As part of the ongoing development of the technical facilities of health facilities, the Minister of Public Health is urgently launching a restricted invitation to tender for the conclusion of a framework agreement with purchase orders relating to the maintenance of medical imaging equipment in Regional Hospitals, Central Hospitals and Regional Hospitals.

2. NATURE OF THE FRAMEWORK AGREEMENT:

The framework agreement with purchase orders envisaged will be signed for each lot with a single company.

3. DURATION OF THE FRAMEWORK AGREEMENT

The performance period of the Framework Agreement is three (03) years. The provisional start date is July 2025.

4. SCOPE OF SERVICES

The services covered by this restricted call for tenders consist of the preventive and curative maintenance of medical imaging equipment and related equipment in the Regional Hospital Centres of Bafoussam, Bertoua, Ebolowa, Garoua, Maroua and Ngaoundéré, the Jamot Hospital in Yaoundé, the Regional Hospitals and annexes in Maroua, Mokolo, Ngaoundéré, Bertoua, Bafoussam, Bamenda, Buea and Edéa.

5. PERIOD FOR MOBILISING THE COMPANY TO CARRY OUT THE ORDER

The deadline set by the project owner for mobilising the company to start performing the services under this invitation to tender following an order is one (01) calendar month for each of the lots. This period runs from the date of notification of the service order to begin the performance of the order.

6. ALLOCATION :

The services are subdivided into four (04) lots as defined below:

- Lot 1: Preventive and corrective maintenance of medical imaging equipment and related equipment at the Regional Hospitals of Garoua and Maroua, and the Regional Hospitals of Maroua and Mokolo;
- Lot 2: Preventive and curative maintenance of medical imaging and related equipment at the Bertoua and Ngaoundéré Regional Hospitals and the Bertoua and Ngaoundéré Regional Hospitals;
- Lot 3: Preventive and curative maintenance of medical imaging and related equipment at the Bafoussam Regional Hospital Centre, and the Bafoussam, Bamenda and Buea Regional Hospitals;

- **Lot 4:** Preventive and curative maintenance of medical imaging and related equipment at the Jamot Hospital in Yaoundé, the Edéa Regional Annex Hospital and the Ebolowa Regional Hospital Centre.

7. ESTIMATED COST :

The maximum estimated cost of the preventive and corrective maintenance of the equipment at the end of the preliminary studies for the three years is one billion four hundred and thirty-five million one thousand three hundred and sixty-nine (1,435,001,369) CFA francs including tax, i.e. four hundred and seventy-eight million three hundred and thirty-three thousand seven hundred and ninety (478,333,790) per year, broken down as follows:

- **Lot 1:** four hundred and thirty million eight hundred and ninety-nine thousand three hundred and fourteen (430,899,314) CFA francs including VAT for the three years, i.e. one hundred and forty-three million six hundred and thirty-three thousand one hundred and five (143,633,105) CFA francs including VAT per year;

- **Lot 2:** Three hundred and ninety-five million fifty-eight thousand three hundred and fifty-two (395,058,352) CFA francs including VAT for three years, i.e. one hundred and thirty-one million six hundred and eighty-six thousand one hundred and seventeen (131,686,117) CFA francs including VAT annually;

- **Lot 3:** Three hundred and thirty million four thousand six hundred and eighty-four (330,004,684) CFA francs including VAT for three years, i.e. one hundred and ten million five hundred and sixty-one (110,001,561) CFA francs including VAT per year;

- **Lot 4:** Two hundred and seventy-nine million thirty-nine thousand and eighteen (279,039,018) CFA francs including VAT for three years, i.e. ninety-three million thirteen thousand and six (93,013,006) CFA francs including VAT annually.

8. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this invitation to tender is open on equal terms to companies governed by Cameroonian law that have proven experience in the maintenance of this type of medical equipment and that meet the qualification criteria set out in this Tender Document.

9. FINANCING :

The services covered by this invitation to tender are financed by the OPERATING BUDGET, FINANCIAL YEAR 2025. ACCOUNT NUMBER: 59 40 047 06 340050 361301.

10. TENDERING METHOD :

The submission method selected for this consultation is exclusively online.

11. TENDER BOND :

Each tenderer must attach to his administrative documents a stamped, dated, hand paid bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts and the list of which appears in Exhibit 14 of the DAO and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders, accompanied by the receipt issued by the CDEC.

The amount of the deposit is as follows:

- Lot 1: Four million three hundred thousand (4,300,000) CFA Francs, all taxes included;
- Lot 2: Three million nine hundred fifty thousand (3,950,000) CFA Francs, all taxes included;
- Lot 3: Three million (3,000,000) CFA Francs, all taxes included;
- Lot 4: Two million seven hundred ninety thousand (2,790,000) CFA Francs, all taxes included.

The absence of the stamped bid deposit, paid by hand, accompanied by the receipt issued by the CDEC, issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in the context of public procurement, will lead to the outright rejection of the offer.

N.B:

- A bid bond produced but unrelated to the consultation concerned is considered to be missing.
- The bid deposit presented by a bidder during the bidding session is inadmissible.

12. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENTS:

The File can be consulted during working hours at the **Secretariat of the Public Procurement Service of the Ministry of Public Health** located on the ground floor of the Health Building of the Ministry of Public Health located near the Red Cross (Telephone/Fax 222 22 10 21) as soon as this notice is published.

It can also be consulted in electronic version on the COLEPS platform at the <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> addresses on the ARMP website (www.arpmp.cm).

13. ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENTS:

The physical version of the tender documents can be obtained from the Public Procurement Department of the Ministry of Public Health located on the ground floor of the Health building of the Ministry of Public Health located near the Red Cross (Telephone/fax 222 22 10 21), as soon as this notice is published, against payment of a non-refundable sum of the DAO purchase costs of Two Hundred Thousand (200,000) CFA francs payable to the Public Treasury.

14. SUBMISSION OF TENDERS:

Each bid, written in English or French, must be sent by the bidders on the COLEPS platform to the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> no later than 12/08/2025 at 1 p.m. A backup copy of the tender registered on a USB key must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the following mention within the prescribed deadlines:

**"NOTICE OF OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 044 /NONIT/MINSANTE/CIPM/CCCM-SPI/2025 OF 09/10/2025 IN EMERGENCY
PROCEDURE FOR THE AWARD OF FRAMEWORK AGREEMENTS WITH PURCHASE ORDERS
FOR THE MAINTENANCE OF MEDICAL IMAGING EQUIPMENT AT REGIONAL HOSPITALS,
CENTRAL HOSPITALS AND REGIONAL HOSPITALS.
TO BE OPENED ONLY DURING THE COUNTING SESSION"**

Size and format of the files to be transmitted:

For online submission, the maximum sizes of the documents that will pass through the platform and constitute the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

Accepted formats include:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate will make sure to use compression software in order to reduce the size of the files to be transmitted.

15. OPENING OF THE TENDERS:

The opening of the bids will be done in a single step.

The opening of the Administrative Documents, Technical and Financial Bids will take place on 12/08/2025 at 2 p.m. by the Internal Procurement Commission in the meeting room of the said Commission located on the first floor of the Ex-PSFN Building near the National Red Cross.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single person duly authorised, even in the case of a group of undertakings, with a good knowledge of the file.

Under penalty of rejection, the required documents in the administrative file must be produced in originals or in certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of the tenders or have been established after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of a document from the administrative file when the tenders are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the tender will be rejected.

16. EVALUATION CRITERIA

The evaluation criteria are of two (02) types: the eliminatory criteria and the essential criteria. A criterion cannot be both eliminatory and essential.

16.1 ELIMINATION CRITERIA

These include:

- i) the absence or non-conformity of the stamped, hand-paid bid bond, accompanied by the receipt issued by the CDEC, when the bids are opened;
- ii) failure to produce within 48 hours a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids are opened (with the exception of the bid bond);
- iii) false declarations, fraudulent manoeuvres or falsification of documents;
- iv) failure to satisfy at least 6 out of 8 essential criteria;
- v) Absence or non-compliance of the Performance Manager;
- vi) the absence of the Integrity Charter, duly completed and signed on honour;
- vii) the absence of the Declaration of Social and Environmental Commitment, duly completed and signed on honour;
- viii) the omission of a quantified unit price or a quantified lump sum price in the financial offer;
- ix) the absence of a certificate stating that contracts have not been abandoned in the last three years;
- x) failure to comply with the file format for tenders;
- xi) the absence of the back-up copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
- xii) the absence of manufacturer authorization to service the CT scanner and MRI system.

16.2 ESSENTIAL CRITERIA

Technical bids will be evaluated according to the binary system (Yes/No) on the basis of the following essential criteria:

- i) Presentation of the tender (conformity of the composition of the tender in relation to the requirements of the DAO, parts in the right order and colour dividers);
- ii) General reference of the tenderer in the field of maintenance of medical equipment over the last five years (2020-2024) of at least 50% of the estimated value of the lot concerned;
- iii) Specific reference of the tenderer in the field of maintenance of medical imaging equipment over the last five years (2020-2024) of at least 30% of the estimated amount of the lot concerned;
- iv) Proof of financial capacity of at least 50% of the estimated total amount of the lot applied for, issued by a first class accredited financial institution;
- v) Proof of acceptance of the conditions of the Framework Agreement (CCAP and CCTP initialled, sealed and signed) with the mention read and approved;
- vi) The work plan and methodology (methodology, organisation and schedule for carrying out the services);
- vii) Material resources (Specialized tools, vehicles, list of material resources);
- viii) Human resources (CVs and diplomas of key personnel).

17. CONTRACT AWARD:

The Contracting Authority will award the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated the **lowest bid**.

18. MAXIMUM NUMBER OF LOTS:

A candidate may bid for all lots and be awarded them.

19. PERIOD OF VALIDITY OF THE FRAMEWORK AGREEMENT:

The Framework Agreement remains valid until receipt of the services, resulting from the execution of the last purchase order concluded within the regulatory period of the term of execution of the Framework Agreement.

No purchase order may be concluded after the term of performance of the Framework Agreement.

20. ADDITIONAL INFORMATION:

Further information may be obtained during working hours from the secretariat of MINSANTE's Public Procurement Department located on the ground floor of the Ministry of Public Health building near the Red Cross (Telephone/fax 222 22 10 21) or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as soon as this notice is published.

21. COMBATING CORRUPTION AND MALPRACTICE

For any attempt at corruption or malpractice, please call or text CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Done in Yaoundé, 09 JUIL 2025

Copies to:

- MINSANTE/OFFICE ;
- MINMAP;
- ARMP;
- Chairperson of the TB/MINSANTE;
- Contracts service MINSANTE ;
- Posting



